

Le tournant géoéconomique : 30 années d'hypermondialisation font désormais partie du passé!

Oliver Hermes est président et PDG du groupe Wilo, président du conseil d'administration de la Wilo-Foundation, membre du conseil d'administration de la fondation « Stiftung Familienunternehmen » et du comité directeur de l'Association du Proche-Orient et du Moyen-Orient « Nah- und Mittelost-Verein e.V. » (NUMOV). Il est essayiste et publie ses articles dans des médias indépendants. Les propos de l'auteur ne reflètent que sa propre opinion.

De nos jours, lorsque les hommes politiques parlent de « tournant », ils font généralement référence au tournant géopolitique ou historique marqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022.

Mais cette date ne fait que succéder à bien des tensions dans le monde entier. Nous étions cependant loin de nous imaginer qu'un conflit puisse atteindre un tel apogée comme c'est le cas en Ukraine.

La violence et la souffrance dont sont victimes ces personnes au cœur même de l'Europe, mais aussi dans d'autres parties du monde, sont bouleversantes et méritent toute notre compassion et notre aide.

Les temps difficiles remettent donc en question des certitudes que l'on croyait acquises. Nous vivons une phase marquée par des tensions internationales croissantes, par la scission, par des aspirations à l'autarcie et par des mesures protectionnistes allant jusqu'à la guerre.

Suite logique du tournant géopolitique, nous assistons également à un « tournant géoéconomique ».

Ce bouleversement peut à bien des égards également être qualifié de « retour en arrière ». Le retour en arrière en matière de tournants énergétiques, le retournement de l'inflation sur les marchés matures, le changement de politique monétaire des banques centrales qui s'en est suivi ainsi que le retournement de l'économie immobilière qui en a résulté : tous ces événements sont le résultat des agissements des acteurs politiques du monde entier.

En matière de commerce extérieur, force est de constater que les 30 années d'hypermondialisation sont bel et bien révolues. Au lieu de cela, le spectre du « découplage » fait désormais des ravages sur tous les continents.

« Découplage » signifie que les coopérations multinationales sont en déclin, que les alliances s'effritent, que les ponts économiques entre les états et donc les différents systèmes politiques sont ébranlés de manière consciente et voulue sur le plan géopolitique.

Les barrières commerciales, les sanctions extraterritoriales, les embargos technologiques et le découplage des chaînes d'approvisionnement initié pour des raisons politiques ont des conséquences dévastatrices amplement sous-estimées pour l'économie mondiale.

Si le « découplage » n'est pas une invention de l'économie, il s'agit d'appliquer la primauté de la politique également aux entreprises. Selon la volonté politique, le découplage des marchés a donc pour objectif de protéger les infrastructures critiques dans certaines régions, de garantir la souveraineté territoriale et d'assurer la prospérité.

Dans ce contexte, la sphère politique oublie souvent qu'une indépendance « de bout en bout » des économies nationales aux systèmes complexes n'existe pas et ne pourra jamais exister. En effet, la substitution des importations atteint ses limites sur

les marchés et dans les régions matures et ce, d'autant plus lorsqu'il s'agit de l'approvisionnement en matières premières. Nous ne sommes tout simplement pas en mesure de pratiquer l'autosubsistance. Ni sur le plan national, ni sur le plan régional. Les structures et processus multilatéraux sont et resteront une nécessité incontournable pour agir économiquement et socialement de manière efficace et raisonnable sur cette planète.

Le « découplage » qui fait rage se présente sous au moins quatre formes.

La dimension géographique décrit tout d'abord les effets régionaux respectifs de l'isolation et du découplage.

Deuxièmement, la dimension technologique fait face au fait que les différents marchés peuvent avoir des normes différentes en matière de produits, de systèmes et de solutions.

La troisième dimension met le découplage financier comme la réduction des dépendances à l'égard des marchés financiers et capitaux, ainsi que des systèmes monétaires et de paiement mondiaux.

La quatrième dimension enfin décrit l'impact global d'un découplage sur l'approvisionnement des populations en ressources naturelles.

Les quatre dimensions interagissent entre elles.

Les entreprises sont de plus en plus souvent prises en étau entre les différents fronts des conflits géopolitiques.

La rivalité qui oppose les États-Unis, la Russie et la Chine constitue à cet égard le conflit géostratégique central. Les États situés entre ces puissances, c'est-à-dire les États dits « sandwich » d'Europe et de la région du Pacifique, doivent réévaluer leurs chances et leurs risques au sein de ce territoire enclin aux tensions. C'est également valable pour les acteurs économiques.

Si l'on analyse les volumes commerciaux entre les différentes régions du monde, publiés par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) en février 2022, on constate que tous les continents sont très étroitement liés économiquement.

Par exemple, l'Ukraine et la Russie représentent à eux deux environ 30 % de toutes les exportations mondiales de blé. Une interruption, un blocage ou un découplage de ces liens commerciaux mondiaux entraînera des crises alimentaires et des famines dans de nombreuses régions du monde.

Des dépendances similaires de la communauté mondiale existent en ce qui concerne Taïwan. L'industrie des semi-conducteurs de Taiwan est considérée comme d'importance systémique au niveau mondial. Environ 77 % des puces fabriquées dans le monde proviennent de ce pays. Selon son ampleur, une extension de la crise taïwanaise aurait des conséquences dramatiques et ébranlerait définitivement une économie mondiale déjà fragilisée.

Ces deux exemples montrent donc clairement qu'une dissociation des flux commerciaux mondiaux entraînerait d'énormes pertes d'efficacité et donc de prospérité.

De nombreuses personnes ne sont pas conscientes de cette répercussion. Il ressort par exemple d'un sondage de l'institut Civey que seuls 35 % de la population

allemande considèrent encore de nos jours la mondialisation comme une chance. À l'inverse, 61 % des personnes interrogées estiment que la mondialisation serait plutôt un danger. En 2017, le sondage montrait encore la tendance inverse, avec environ 60 % des personnes interrogées qui affirmaient que la mondialisation avait une connotation positive contre seulement 40 % qui la considéraient comme un risque.

Si ce changement d'humeur est extrêmement préoccupant, il fait néanmoins partie intégrante du tournant géoéconomique. On oublie souvent que le modèle économique de l'UE, et surtout celui de la République fédérale d'Allemagne, et donc nos emplois et notre prospérité à tous, reposent sur la mondialisation et le multilatéralisme.

Si la déglobalisation et le « découplage » permettent éventuellement aux régions et aux pays d'atteindre une certaine souveraineté et indépendance par rapport aux autres États, ces régions et pays perdent également de leur efficacité dans de nombreux domaines et leurs agissements économiques sont bien plus coûteux. Ce sont les citoyens qui paient la hausse des prix à la consommation, avec les pertes de prospérité et tous les risques sociaux qui en découlent.

Quant aux entreprises, celles qui ont le plus à perdre sont celles qui sont impliquées dans des chaînes de valeur fonctionnant à l'échelle mondiale.

Elles doivent se réorganiser. Il est d'ores et déjà évident que le « découplage » aura un effet dévastateur sur les chaînes d'approvisionnement, déjà fragiles et mises à rude épreuve par la pandémie.

Les investissements ou les désinvestissements régionaux gérés de manière intelligente constituent donc pour elles une solution au dilemme du « découplage ».

Pour ce faire, les entreprises actives à l'échelle mondiale doivent réexaminer leurs options d'agissements stratégiques sur les principaux marchés. Il s'agit de connaître la position actuelle et les potentiels futurs d'une région ou d'un pays en fonction des marchés d'approvisionnement et des débouchés pour une entreprise.

En ce qui concerne les pays qui se découplent et où les entreprises mondiales ont des parts de marché et de chiffre d'affaires relativement faibles et où, en même temps, on s'approvisionne peu, il s'agit d'envisager un désinvestissement. C'est notamment le cas lorsque les activités commerciales dans l'un de ces pays nuisent à la bonne réputation de l'entreprise.

Si l'entreprise est dépendante vis-à-vis de pays et de régions qui se découplent en matière d'approvisionnement, il convient de mettre en place des alternatives à court terme. La diversification des sources d'approvisionnement s'impose de manière accélérée.

Dans ce contexte, l'approvisionnement énergétique en Allemagne constitue un bon exemple de diversification manquée des sources d'approvisionnement à grande échelle politique.

Pendant des décennies, l'Allemagne a très bien vécu et de manière rentable grâce au gaz de pipeline russe. L'industrie à forte consommation énergétique, l'économie dans son ensemble et les consommateurs en ont énormément profité. La prospérité de la nation allemande résulte en partie de cet approvisionnement énergétique à bas prix. Cependant, les dépendances spécifiques du pays vis-à-vis de la Russie ont été continuellement renforcées par des décisions politiques de grande envergure prises au cours des décennies par tous les partis. D'une part, il n'a pas été possible de structurer des capacités d'approvisionnement suffisantes depuis des pays

fournisseurs tiers. Cela vaut en particulier pour l'achat de gaz naturel liquéfié (GNL) et la mise en place d'infrastructures correspondantes. D'autre part, les acteurs politiques ont décidé d'abandonner l'énergie nucléaire, le charbon et le lignite, mais aussi de ne pas exploiter le gaz de schiste au sein du pays. Toutes ces décisions ont renforcé la dépendance de l'Allemagne vis-à-vis de la Russie. De nombreuses mesures prises sur le plan politique visent désormais à corriger au plus vite ces erreurs stratégiques qu'ils ont eux-mêmes commises.

Si, pour une entreprise, seul le marché de vente dans un pays en voie de découplage est d'une grande importance et qu'il n'existe pas encore de site de production, il peut être nécessaire de procéder à des investissements ciblés pour localiser les activités. Pour ce faire, la création de valeur ajoutée sur place doit de plus en plus souvent être reconstruite. Cette restructuration est indispensable pour pouvoir défendre ou développer des marchés. Un pays qui se découple cherchera toujours à éviter les importations, ce qui peut se faire au détriment des entreprises exportatrices qui ne produisent pas localement : pas de valeur ajoutée dans le pays, pas d'accès au marché.

Si certaines régions et certains États aspirent à la souveraineté économique, par exemple en ce qui concerne les infrastructures critiques, et si le marché d'approvisionnement et de vente sont d'une grande importance pour une entreprise, il convient, le cas échéant, de renforcer la propre chaîne de valeur déjà existante au niveau régional. Les matières premières et les produits intermédiaires nécessaires à la production locale et à la satisfaction des besoins spécifiques du marché sont achetés sur place, à savoir dans le pays même qui se découple. Cela permet d'atteindre une grande autonomie et ouvre plusieurs alternatives d'agissements stratégiques.

Dans le cas d'un « découplage » à grande échelle voulu par les politiques d'un pays du commerce mondial, l'unité locale peut continuer à fonctionner comme une filiale ou être cédée dans son ensemble. Plus la création de valeur locale est élevée en cas de désinvestissement, plus des prix de vente élevés pour la filiale peuvent être généralement atteints en cas de cession.

Outre l'aspect économique, la dimension financière est également cruciale. Il convient de s'assurer que les recettes générées et les bénéfices réalisés peuvent être transférés dans le pays respectif de la société mère. Si ce n'est pas le cas et qu'il existe des restrictions sur le transfert des dividendes, les investissements dans un pays en voie de découplage sont considérés comme très risqués.

Le « découplage » attise dangereusement le feu géopolitique.

En examinant les chances et les risques du « découplage », il semble évident que l'exclusion, les sanctions et l'isolement ainsi que la destruction des alliances n'ont jamais apporté rien de bon dans l'histoire du monde.

D'un point de vue scientifique et dans le contexte des changements de comportement envisagés par les acteurs politiques, les sanctions n'ont qu'une efficacité limitée et, dans le cas des autocraties, elles sont inefficaces pour de nombreuses raisons. Elles consolident généralement les systèmes politiques en place dans le pays sanctionné et n'entraînent aucun « changement de régime », c'est-à-dire aucun changement dans les structures du pouvoir.

Il est toutefois indéniable que les sanctions multinationales mises en œuvre à grande échelle, légitimées par exemple par un mandat des Nations unies, sont bien plus efficaces que les initiatives nationales ou régionales prises par un pays isolé.

En l'absence d'une telle légitimité globale, les économies des États et régions adoptant les sanctions perdent des parts de marché par rapport à celles des États qui renoncent à toute sanction.

Il suffit d'analyser à cet effet la mise en œuvre et l'efficacité des sanctions contre la Russie dans le monde entier.

Les États qui sanctionnent finissent par se nuire plus eux-mêmes que ce qui est politiquement prévisible.

La politique doit évaluer le prix élevé qu'un pays est prêt à payer pour adopter des sanctions à l'encontre d'autres États et impliquer ses citoyens dans cette décision. Pour ce faire, ces derniers ont besoin d'une grande transparence, notamment en ce qui concerne les considérations éthiques et morales et la dimension de la politique de sécurité et de défense, mais aussi en ce qui concerne les répercussions sur leur propre emploi et leur propre compte en banque.

En conclusion, nous retiendrons ce qui suit : contrairement au « découplage » sous toutes ses formes, les dépendances et les interdépendances économiques, notamment dans les situations de conflit géopolitique, augmentent la disposition au compromis et contribuent potentiellement au retour au calme.

C'est une illusion et ce serait fantasmer que de croire que le monde peut être organisé de manière bipolaire ou divisé en « bon » et « mauvais ». D'un côté, les démocraties de type occidental « axées sur les valeurs » et, de l'autre, les États aux systèmes politiques différents.

Il est plus réaliste de développer une coexistence responsable des divers systèmes politiques en place sur notre globe. Le multilatéralisme plutôt que le « découplage » est plus que jamais à l'ordre du jour.

En d'autres termes :

Une fois que la volonté politique a largement découplé l'économie mondiale le long des blocs de pouvoir et des blocs militaires, il est bien plus simple d'envisager une guerre. Et ça n'est pas davantage souhaitable !